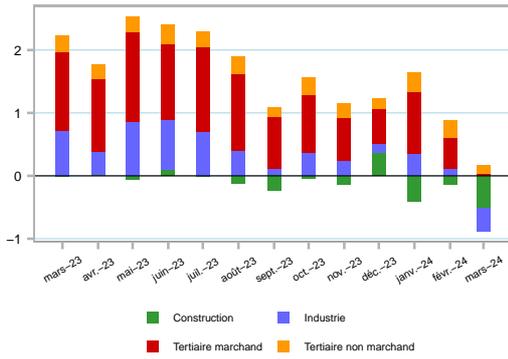


PRODUCTION

Activité économique

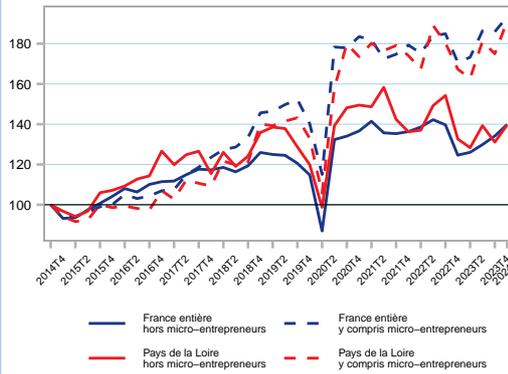
Contributions sectorielles à l'évolution des volumes d'heures rémunérées par rapport au même mois de l'année précédente (en %)



Source : DSN, traitement provisoire Insee.
 Note : Hors activité partielle.

Créations d'entreprises

Indice base 100 au 4ème trimestre 2014



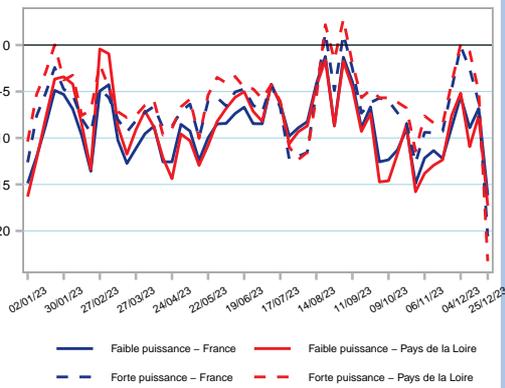
Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).
 Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

En mars 2024, le volume d'heures rémunérées diminue par rapport au mois précédent. Il est inférieur de 0,7 % à son niveau de mars 2023, après +0,7 % en février 2024. En France, il est inférieur de 1,1 % à son niveau de mars 2023. Au 1er trimestre 2024, le PIB croît modérément : +0,2 %.

Au 1er trimestre 2024, les créations d'entreprises augmentent de 9 %, contre +4 % en France. Les créations hors micro-entreprises augmentent également (+7 %), plus vite qu'en France (+4 %). Ces évolutions doivent être interprétées avec prudence en raison de la mise en place du Guichet unique.

Consommation d'électricité des entreprises

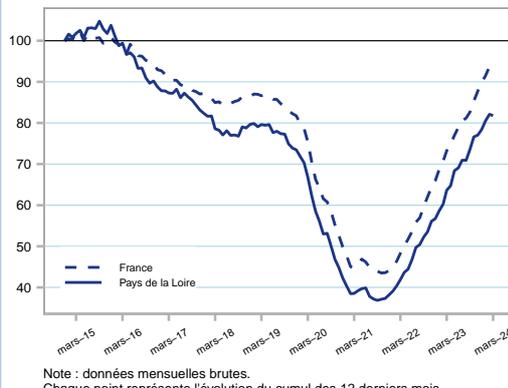
Ecart par rapport au niveau moyen de consommation par secteur



Source : données Enedis ; calculs Insee.

Défaillances d'entreprises

Indice base 100 en décembre 2014



Note : données mensuelles brutes. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.
 Source : Fiben, Banque de France.

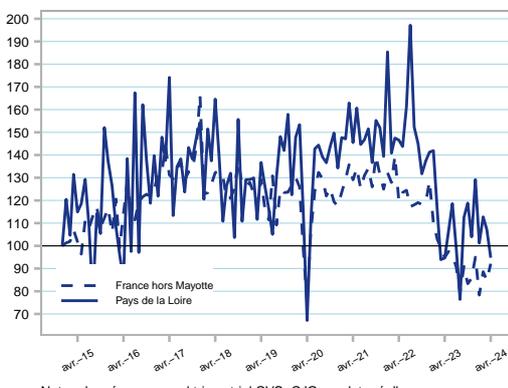
Après l'été 2023, la consommation électrique reste globalement sous son niveau moyen, avec un petit rebond début décembre.

En mars 2024, les défaillances d'entreprises cumulées sur 12 mois sont stables, contre +1 % au niveau national. Après avoir atteint un niveau historiquement bas avec la mise en place des dispositifs de soutien, le nombre de défaillances dépasse de 3 % son niveau d'avant crise de mars 2019.

En avril 2024, 1 500 logements sont mis en chantier dans les Pays de la Loire, soit 12 % de moins qu'en mars 2024 (contre +9 % au niveau national). La tendance est fortement à la baisse depuis août 2022. Les mises en chantier retrouvent des niveaux équivalents à début 2016.

Logements commencés

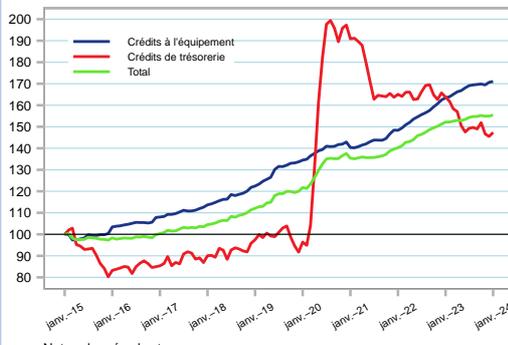
Indice base 100 en décembre 2014



Note : données en cumul trimestriel CVS-CJO, en date réelle.
 Source : SDES, Sit@del2.

Évolution des crédits accordés aux sociétés non financières et entrepreneurs individuels dans les Pays de la Loire

Indice base 100 en janvier 2015



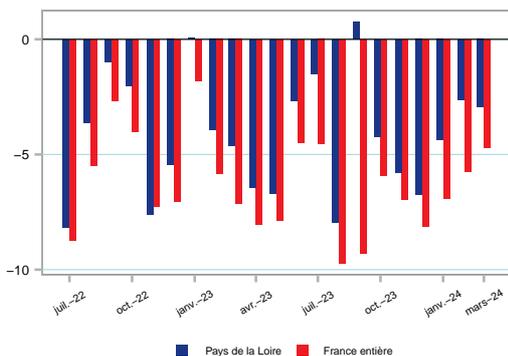
Note : données brutes.
 Source : Banque de France.

En janvier 2024, les crédits accordés aux entreprises pour leur trésorerie augmentent de 1 %. La tendance était à la baisse depuis octobre 2022 mais semble se stabiliser ces derniers mois. Les crédits de trésorerie restent supérieurs de 51 % à leur niveau de janvier 2019, en lien avec les prêts garantis par l'État.

CONSOMMATION – ÉPARGNE

Transactions bancaires

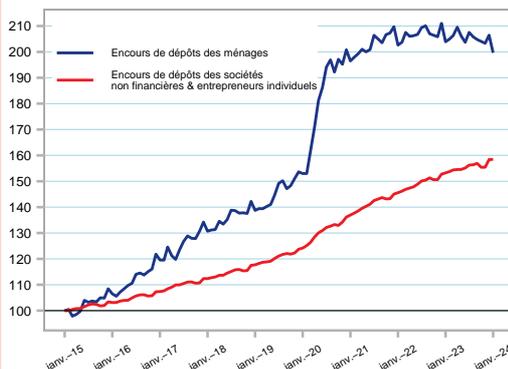
Évolution des montants de transactions par rapport au même mois de l'année précédente (en %)



Note : données corrigées de l'évolution des prix.
 Source : cartes bancaires CB ; calculs Insee.

Évolution des encours de dépôts

Indice base 100 en janvier 2015

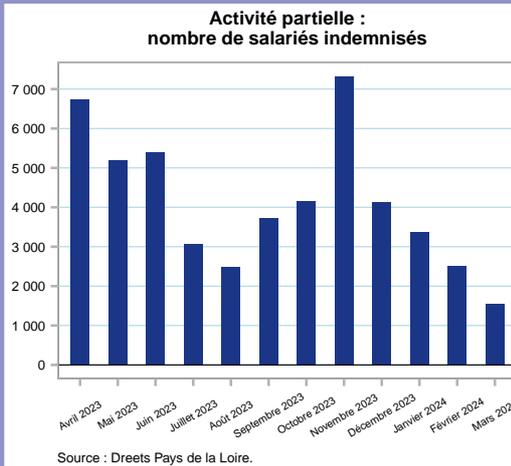
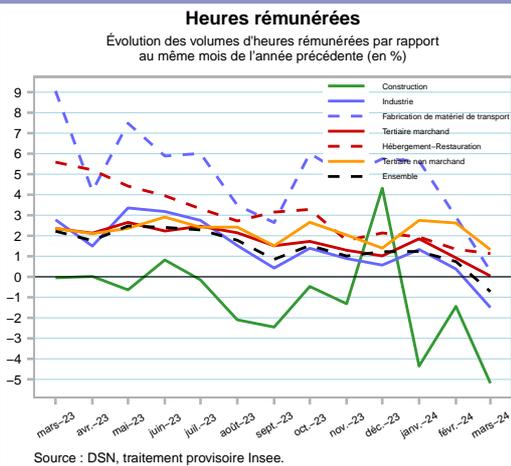


Note : données brutes.
 Source : Banque de France.

En mars 2024, le montant des transactions par carte bancaire reste inférieur à son niveau d'un an auparavant, malgré un ralentissement de l'inflation qui atteint son plus bas niveau depuis près de deux ans. La baisse des transactions est du même ordre que le mois précédent et reste moins marquée qu'au niveau national.

En janvier 2024, les encours de dépôts des ménages sont en baisse par rapport au mois précédent (-3,5 %). La tendance semble commencer à s'inverser après une période de stabilité depuis 2022. Les encours de dépôts des entreprises sont stables.

EMPLOI – CHÔMAGE



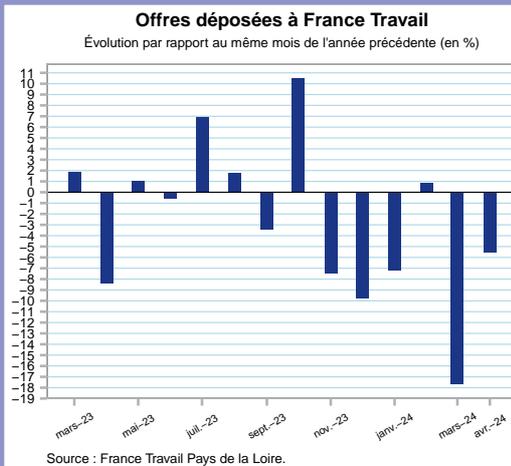
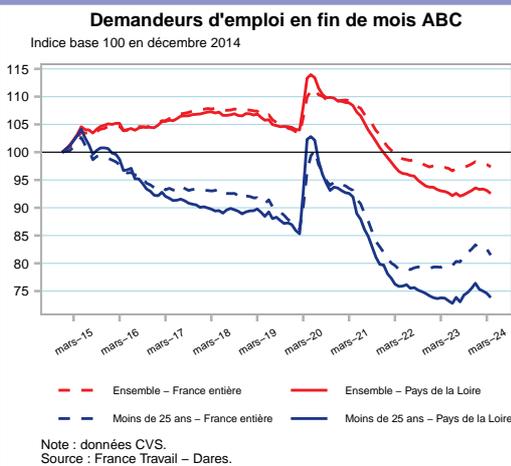
En mars 2024, le volume d'heures rémunérées est supérieur à son niveau de mars 2023 dans le secteur tertiaire non marchand (+1,3 %). Il est stable dans le secteur tertiaire marchand. En revanche, il est en deçà dans l'industrie (-1,5 %) et dans la construction (-5,2 %).

En mars 2024, le volume d'heures rémunérées est supérieur à son niveau de mars 2023 dans l'hébergement restauration (+1,1 %), ainsi que dans la fabrication de matériels de transport (+0,3 %).

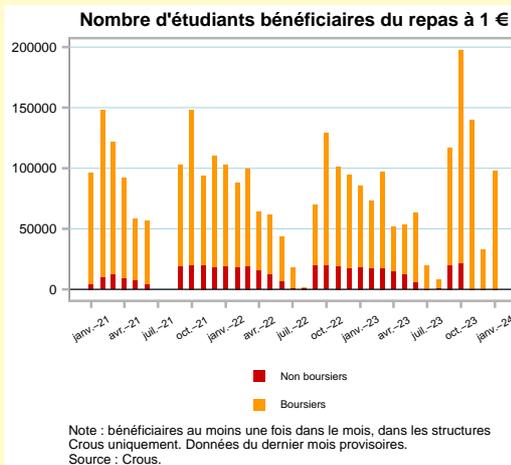
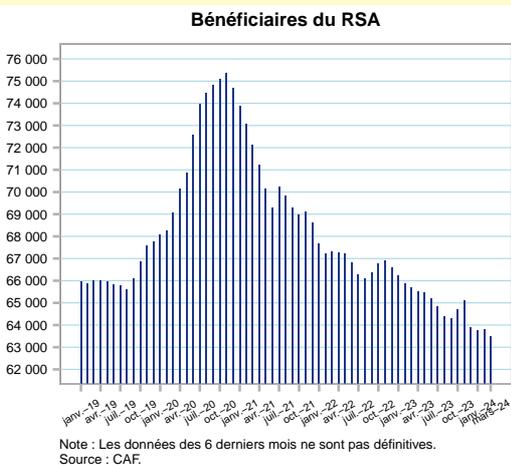
En mars 2024, 1 600 salariés seraient indemnisés au moins un jour au titre de l'activité partielle (chiffre provisoire), après 2 500 en février et 3 400 en janvier.

En avril 2024, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits dans les catégories A, B ou C est en baisse par rapport au mois précédent : -0,6%, contre -0,4 % au niveau national. Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans diminue de 1,0 %, contre -1,3 % au niveau national.

En avril 2024, les offres d'emploi collectées par France Travail augmentent par rapport au mois précédent. Elles sont inférieures de 6 % à leur niveau de d'avril 2023, après -18 % en mars.

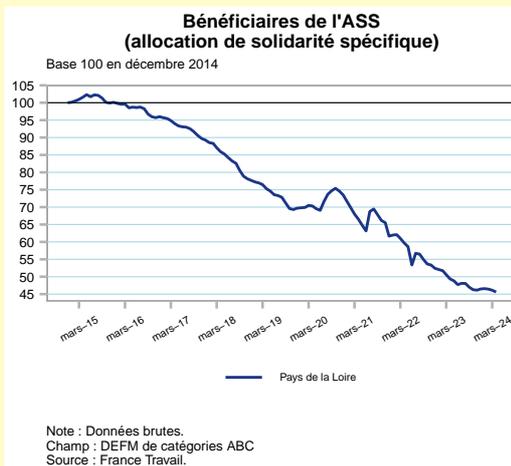
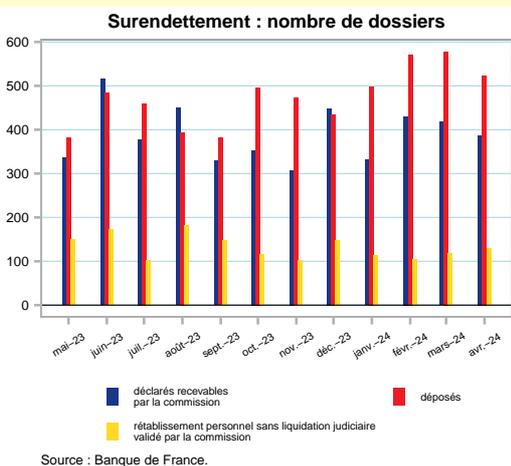


IMPACTS SOCIAUX



En mars 2024, 63 500 personnes bénéficient du RSA. Le nombre de bénéficiaires est en baisse : -0,5 %, après une stabilité en février. La tendance est à la baisse depuis fin 2020. Le nombre de bénéficiaires est inférieur de 3,3 % à son niveau de mars 2023.

En décembre 2023, le nombre d'étudiants bénéficiaires des repas à 1€ est assez faible en raison des vacances scolaires. Le nombre de bénéficiaires en janvier 2024 est proche de celui des deux années précédentes.



En avril 2024, le nombre de dossiers de surendettement déposés est en baisse (-9 %, après +1 % le mois précédent). Le nombre de dossiers jugés recevables est en baisse également (-7 %, après -3 % le mois précédent).

En avril 2024, 9 690 demandeurs d'emploi bénéficient de l'allocation spécifique de solidarité, minimum social destiné aux chômeurs en fin de droits sous conditions de ressources du foyer. Le nombre de bénéficiaires est en baisse : -1,1 %, après -0,7 % le mois précédent.